

L'EXPÉRIENCE DU DÉCLASSEMENT

Camille Peugny, Cécile Van de Velde

Presses de Sciences Po | « Agora débats/jeunesses »

2008/3 N° 49 | pages 50 à 58

ISSN 1268-5666

ISBN 9782296082663

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2008-3-page-50.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'EXPÉRIENCE DU DÉCLASSEMENT

Entretien avec Camille Peugny,
réalisé par Cécile Van de Velde

Définissant le déclassement en termes de mobilité sociale entre générations, l'auteur éclaire l'histoire des générations nées dans les années 1960 pour lesquelles la mobilité sociale ascendante diminue alors que les trajectoires descendantes sont en augmentation. Le sociologue analyse les effets de cette dynamique sur ceux qui vivent ce déclassement : perte de confiance dans l'institution scolaire, sentiment d'appartenance à une « génération sacrifiée » ou constat d'un échec personnel. Il souligne aussi le paradoxe d'un refus du libéralisme économique accompagné d'une hostilité marquée vis-à-vis de populations éloignées du travail que ces déclassés considèrent comme assistées.

Camille Peugny

Chargé d'études à la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques/ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville, et enseignant à Sciences-Po

Laboratoire de sociologie quantitative du Centre de recherche en économie et statistique - Timbre J 350 - 3, avenue Pierre-Larousse - 92245 Malakoff Cedex
Courriel : camille.peugny@wanadoo.fr

Agora : *Qu'appelle-t-on le déclassement ?*

Camille Peugny : Le déclassement est devenu un thème omniprésent dans le débat public. Lors des dernières élections présidentielles, les deux candidats finalistes n'ont cessé de décrire une « France qui a le sentiment que quoi qu'elle fasse, elle ne pourra pas s'en sortir, une France qui a peur du déclassement, une France qui vit dans l'angoisse¹ », ou encore « une France où les plus fragiles, les plus modestes, les plus précaires se sentent désespérément tirés vers le bas² ». Ainsi décrite, la France regarderait vers le bas, les classes moyennes se sentant irrésistiblement précarisées et les classes populaires risquant chaque jour davantage de venir gonfler les rangs des « exclus ».

Pourtant, le déclassement n'est jamais clairement défini : présenté de la sorte, il reste avant tout un sentiment diffus, une crainte, palpable mais subjective.

Dans mes travaux, je propose d'aborder le déclassement à travers le prisme de la mobilité sociale entre les générations. Si de plus en plus d'individus ne parviennent pas à maintenir la position sociale de leurs parents, si les flux de mobilité sociale descendante augmentent, alors le déclassement est un phénomène qui marque la société française et il devient possible de donner une mesure chiffrée, la plus précise possible, de l'intensité du phénomène.

Agora : *Avec cette définition, en France, qui sont aujourd'hui les déclassés ?*

Camille Peugny : Le déclassement a évidemment toujours existé. Mais alors qu'il constituait une situation exceptionnelle pour les générations plus anciennes, il devient un risque marqué pour les générations plus jeunes. La mesure par âges et par cohortes des flux de mobilité sociale entre les générations montre que les perspectives de mobilité sociale en France ont considérablement évolué au cours des trois dernières décennies. Si les générations nées dans les années 1940 ont bénéficié de la dynamique des Trente Glorieuses pour connaître un puissant mouvement ascendant, la situation se dégrade ensuite progressivement jusqu'à atteindre un niveau plancher pour les générations nées au tournant des années 1960. Par exemple, à l'âge de 40 ans, au début des années 1980, les mobiles ascendants sont 2,2 fois plus nombreux que les descendants. Vingt ans plus tard, au même âge, le rapport n'est plus que de 1,3. Certes, le mouvement global demeure positif, mais l'écart entre les deux flux diminue fortement.

Cette dégradation est d'autant plus remarquable qu'elle est généralisée aux garçons et aux filles de toutes les origines sociales, aux enfants d'ouvriers comme aux enfants de cadres.

Depuis le bas de la structure sociale, les trajectoires ascendantes vers les emplois d'encadrement sont moins fréquentes en 2003 qu'en 1983. Par exemple, alors qu'en 1983, 25 % des enfants d'ouvriers occupaient à l'âge de 40 ans un

¹ Nicolas Sarkozy, discours à Rouen le 24 avril 2007.

² Ségolène Royal, discours à Lyon le 27 avril 2007.

emploi de cadre ou de profession intermédiaire, la proportion est tombée à 20 % vingt ans plus tard.

Depuis le haut de la structure sociale, la fréquence des trajectoires descendantes s'est sensiblement accrue : en 1983, 14 % des enfants de cadres supérieurs nés entre 1944 et 1948 occupaient un emploi d'employé ou d'ouvrier, contre 26 % de leurs homologues nés entre 1964 et 1968.

L'augmentation significative de la part des trajectoires descendantes constitue indéniablement un élément central de la dynamique qui a secoué la société française depuis les chocs pétroliers des années 1970.

Agora : *Ne peut-on pas envisager que ces situations de déclassement soient temporaires et qu'il y ait un « effet de rattrapage » au cours de la vie ?*

Camille Peugny : On pourrait en effet postuler que ces chiffres ne témoignent que d'un retard pris en début de carrière, mais les chiffres que je viens de donner concernent des générations déjà quadragénaires. Or, de nombreux travaux soulignent désormais, qu'à cet âge, l'essentiel de la carrière professionnelle est « joué ». Alors que l'accès au salariat d'encadrement pouvait s'effectuer jusque tard dans la carrière des générations plus anciennes, la situation se fige dès 35 ans pour les générations nées à partir de la fin des années 1950³. Des économistes américains ont quant à eux calculé que les deux tiers de la progression du salaire au cours de la carrière sont imputables à la première décennie de travail⁴.

Agora : *Assiste-t-on à l'émergence d'une génération sacrifiée ?*

Camille Peugny : Il est toujours difficile pour un chercheur de se positionner par rapport à des expressions très connotées et dont abusent les journalistes. Ce qui est certain, toutefois, c'est que les générations nées au tournant des années 1960 sont celles qui font face à la situation la plus dégradée. Les chiffres que l'on commence à pouvoir calculer pour les générations plus jeunes, nées à la fin des années 1960 et au début des années 1970, semblent indiquer une légère amélioration des perspectives de mobilité sociale. Cette tendance reste à vérifier dans les prochaines enquêtes, mais si elle se confirme, les générations nées au tournant des années 1960 pourraient prétendre, du point de vue de la mobilité sociale, au titre peu envié de « génération sacrifiée ».

Du reste, ce constat « objectif », chiffré, trouve un écho dans le discours tenu par ces générations déjà quadragénaires aujourd'hui, qui se vivent comme une génération maudite, prise en étau entre deux générations ayant connu des destins plus favorables. Lorsqu'il s'agit, dans une entreprise, de remplacer un cadre qui part à la retraite, tout se passe comme si la préférence était donnée à de jeunes diplômés plutôt qu'à des quadragénaires déjà trop âgés.

³ Koubi, 2004.

⁴ Murphy, Welch, 1990.

Agora : *Comment expliquer la fréquence accrue du déclassement ?*

Camille Peugny : Essentiellement par des raisons structurelles, étroitement liées à l'état de l'économie. Nés dans les années 1940, les premiers *baby-boomers* font leur entrée sur un marché du travail en pleine expansion, à un moment où les Trente Glorieuses se caractérisent par la diffusion massive du salariat moyen et supérieur : à 30 ans, les *baby-boomers* sont insérés sur un marché du travail où la part des cadres augmente depuis plus de vingt ans de 0,5 % par an. Par ailleurs, pendant la décennie 1960, les taux annuels de croissance sont souvent de l'ordre de 6 %, presque toujours supérieurs à 5 %. Au total, pour des individus massivement issus des classes populaires citadines ou rurales, les perspectives de mobilité ascendante sont historiques, dans un contexte de plein emploi.

Le déclassement a évidemment toujours existé. Mais alors qu'il constituait une situation exceptionnelle pour les générations plus anciennes, il devient un risque marqué pour les générations plus jeunes.

LOGEMENT INTER-
GÉNÉRATIONNELGÉNÉRATION
« TANGUY » ?EXPÉRIENCE DU
DÉCLASSEMENT

À l'inverse, les générations nées au tournant des années 1960 font leurs armes sur le marché du travail à partir de la fin des années 1970, au moment même où les économies occidentales entrent dans une crise économique profonde et durable. La dynamique de la structure sociale se fait moins favorable (la part des cadres dans la population active continue à augmenter, mais de manière moindre et nettement plus irrégulière) et, surtout, le taux de chômage progresse de manière rapide et continue. Quant à la croissance, elle est en berne : lorsque les individus nés au début des années 1960 arrivent sur le marché du travail, la croissance moyenne est de l'ordre de 1,5 %. Dans un contexte à ce point morose, il n'est pas surprenant de voir les perspectives de mobilité sociale se dégrader sensiblement, tant l'état de l'économie lors de la transition entre les études et l'emploi se révèle déterminant pour le déroulement entier de la carrière.

Agora : *Au sein d'une même cohorte, ce phénomène touche-t-il avec la même ampleur tous les milieux sociaux ?*

Camille Peugny : Tous les enfants de cadres connaissent des risques accrus de mobilité descendante, mais certains sont plus protégés que d'autres. En particulier, le diplôme demeure plus que jamais le premier rempart face aux risques de déclassement social. Par conséquent, dans la mesure où l'inégalité des chances scolaires demeure une réalité tangible, y compris vers le haut de la structure sociale (parmi les enfants de cadres, la corrélation entre le niveau de diplôme de l'individu et celui de son père reste très forte), les enfants de cadres dont le père est peu diplômé sont plus nombreux à être confrontés à la mobilité descendante que ceux dont le père détient un diplôme initial élevé. Par contre, si une origine de cadre solidement ancrée dans la lignée suffisait autrefois à pallier une scolarité difficile, cet avantage comparatif s'est considérablement amenuisé, si bien que l'augmentation de la part des trajectoires intergénérationnelles descendantes concerne l'ensemble des enfants de cadres. Parmi les déclassés, la part des enfants de cadres dont le père est pourtant diplômé du supérieur a même progressé entre

1983 et 2003, approchant les 40 %. En d'autres termes, l'« effet cliquet » qu'avait théorisé Claude Thélot à la fin des années 1970 est aujourd'hui mis à mal⁵.

Agora : *Tous les déclassés se sentent-ils effectivement déclassés ?*

Camille Peugny : Face à un chercheur, il n'est jamais facile de parler du déclassement et certains investissent dans le discours un « espace de négociation » pour relativiser l'ampleur de leur trajectoire intergénérationnelle. Cette négociation s'opère à deux niveaux. D'une part, cantonnés à des emplois d'exécution, ne pouvant faire état d'une réelle réussite professionnelle sur la base des critères traditionnels (niveau de la rémunération, exercice de responsabilités, etc.), les déclassés défendent une autre conception de la réussite professionnelle, fondée sur la dimension intégratrice du travail. D'autre part, ils développent une conception de la réussite sociale éloignée de la réussite professionnelle et basée sur la valorisation d'autres sphères de l'existence. Pour autant, cette hiérarchisation des sphères de l'existence aux dépens de la sphère professionnelle semble être contrainte par une situation professionnelle décevante et n'apparaît guère comme le résultat d'un choix de vie délibéré, effectué *a priori* : lorsqu'on les interroge sur la manière dont ils envisagent la suite de la carrière, leur soif de promotion est forte...

Agora : *Quelles sont les différentes façons de vivre le déclassement ?*

Camille Peugny : Le déclassement est toujours signifiant pour celles et ceux qui l'expérimentent et il constitue évidemment une situation difficile. Mais son expérience n'est pas univoque et l'on peut distinguer deux types d'expériences chez les enfants de cadres, qui correspondent à deux profils sociologiques différents.

Pour un certain nombre d'individus tout d'abord, l'expérience du déclassement se traduit par la mobilisation d'une identité collective, celle de l'appartenance à une « génération sacrifiée », victime de la crise économique. Ces déclassés mobilisent un discours « savant », émaillé des arguments fournis par les travaux d'économistes et de sociologues, pour expliquer leur trajectoire. La mobilisation d'une identité collective ne signifie toutefois pas que l'expérience de la mobilité descendante va de soi. Au contraire, cette dernière apparaît comme d'autant plus injuste à leurs yeux qu'elle est paradoxale : bien que plus diplômés que leurs parents, ils connaissent une moindre réussite sociale ! Ces déclassés appartiennent en majorité à des lignées où la position de cadre est récente : issus de milieux modestes, leurs pères ont souvent accédé à un emploi de cadre par promotion en cours de carrière, malgré un faible niveau initial de diplôme. Pour leurs enfants, la poursuite d'études plus longues répondait à un projet familial dont l'objectif était clair : la réussite sociale et donc le maintien de la position de cadre nouvellement acquise. Par conséquent, pour ceux qui ont poursuivi leurs études au-delà du baccalauréat mais occupent néanmoins des emplois d'exécution, l'école n'a pas tenu ses pro-

⁵ Thélot, 1979. L'auteur montre qu'à la fin des années 1970, les enfants de cadres qui deviennent ouvriers sont essentiellement de deux types. Soit il s'agit de « faux » ouvriers (ils deviendront cadres par la suite), soit leur père est un « faux » cadre (longtemps ouvrier, le père accède à un emploi de cadre en fin de carrière).

messes et le sentiment de frustration est à la hauteur de l'investissement consenti. Ayant « joué le jeu », ces déclassés ont en réalité le sentiment d'avoir été trompés et leur discours en porte la marque, riche en contestations et en revendications.

Pour d'autres déclassés en revanche, l'expérience de la mobilité descendante s'effectue sur le mode de l'échec personnel. Dans ce cas, les déclassés se vivent comme les principaux responsables de leur trajectoire. Nés et socialisés dans des milieux riches en capitaux économiques et culturels, issus de lignées où la position de cadre est anciennement

ancrée, le maintien de la position des parents allait de soi : des études moyennes l'ont rendu impossible. Leur niveau d'étude n'est pas inférieur à ceux qui vivent leur déclassement sur le mode générationnel, mais là où un diplôme de niveau bac + 2 consti-

Dans un contexte à ce point morose, il n'est pas surprenant de voir les perspectives de mobilité sociale se dégrader sensiblement, tant l'état de l'économie lors de la transition entre les études et l'emploi se révèle déterminant pour le déroulement entier de la carrière.

tuait une promesse de réussite sociale pour ces derniers, il est ici synonyme d'échec. Le sentiment d'être le maillon qui vient briser l'histoire de la lignée est alors fort et il amène les individus à de multiples remises en cause, liées à une difficulté à trouver sa place au sein de la famille et, plus largement, au sein de la société. Dès lors, la tentation du retrait et du repli sur soi est réelle.

Agora : *Ce sentiment de frustration peut-il se retourner contre la génération aînée ?*

Camille Peugny : Cette question est très importante et les stéréotypes sur le conflit entre les générations ne permettent pas d'y répondre de manière pertinente. Certes, on peut considérer que la génération des années 1940 a eu de la chance. Certes, on peut penser que les premiers nés du *baby-boom* font figure de génération dorée, qui connaît une première explosion scolaire et qui profite d'un important mouvement d'aspiration vers le haut. On peut donc, à un niveau « macrosocial », concevoir une certaine rancœur à l'encontre de cette génération. Mais à l'échelle « microsociale », ces *baby-boomers* sont des pères et des mères, avec lesquels il faut cohabiter, et sous la dépendance desquels il faut accepter de vivre puisque la réalité du déclassement fait que sans le soutien matériel et financier des parents, il est très difficile de faire front. Je n'ai pas rencontré de conflit ouvert, de grandes déclarations de guerre aux « soixante-huitards » : le déclassement introduit des rapports entre les générations qui sont plutôt de l'ordre du non-dit, de la crainte d'avoir déçu les aspirations des parents ou du malaise.

Agora : *Se compare-t-on uniquement à ses parents ?*

Camille Peugny : Non, évidemment, et de ce point de vue, le rôle des frères et sœurs est fondamental. Les collatéraux constituent le point de repère le plus immédiat, car la différence générationnelle est abolie. Si les parents sont cadres, être ouvrier ou employé est moins difficile lorsque les frères et sœurs le sont

également. À l'inverse, si ces derniers se sont distingués par des trajectoires glorieuses, alors l'expérience du déclassement est encore plus douloureuse et l'isolement au sein de la cellule familiale encore plus fort.

Agora : *Ces trajectoires descendantes plus nombreuses modifient-elles les représentations de la réussite et de la justice sociale ? Croit-on encore au salut par le diplôme ?*

Camille Peugny : Cette fréquence accrue du déclassement social est absolument paradoxale. En effet, le niveau d'éducation ne cesse de croître au fil des générations ! Plus d'éducation, mais moins de mobilité sociale, voilà qui ne peut qu'interpeller dans une société qui s'est construite autour du rôle central de l'école dans le processus de promotion sociale. Depuis cinquante ans, le lien entre l'origine sociale et le niveau d'éducation des individus a diminué, ce qui va dans le sens d'une plus grande méritocratie. Mais dans le même temps, le lien entre le niveau d'éducation et la position sociale atteinte diminue pour les générations récentes. Pour le dire autrement, la diminution de l'inégalité des chances scolaires ne s'est pas traduite par une diminution de l'inégalité des chances sociales. Il faut noter, au passage, que le constat n'est pas propre à la France : une comparaison récente indique qu'en Europe, au moins cinq pays sont concernés⁶.

Dans un tel contexte, on peut comprendre la frustration des déclassés. La colère et la rancœur des enfants des classes populaires à l'égard de l'école ont été depuis longtemps décrites⁷. Cette méfiance gagne désormais les individus issus des couches sociales plus favorisées que l'école n'a pas protégés du déclassement. Pour une société dans laquelle le mythe de l'ascenseur social s'est construit autour de l'école républicaine et de la glorification du mérite, nous pouvons craindre que la perte de confiance généralisée envers l'institution scolaire menace les fondements mêmes du pacte social.

Agora : *Ce phénomène peut-il avoir des incidences politiques ?*

Camille Peugny : Tout dépend de ce que l'on entend par là. Si l'on pense à des mouvements massifs de mobilisation ou de revendication, il est difficile de répondre par l'affirmative. Les déclassés ne constituent pas un groupe social visible. Au niveau individuel, colère, rancœur et frustration sont présentes et on peut même se vivre comme appartenant à une génération sacrifiée. Mais tout cela ne débouche pas sur des mobilisations collectives.

En revanche, le déclassement a une influence sur la manière dont on se représente le fonctionnement de la société et il structure les opinions, les attitudes et les comportements politiques que l'on adopte. Le principal résultat, lorsque l'on cherche à décrire l'univers de valeurs des déclassés, c'est la recomposition originale du discours économique et social : le déclassement rend possible la cohabitation de fragments idéologiques que l'on avait l'habitude d'opposer.

⁶ Breen, 2004.

⁷ Beaud, 2002, ou encore Duru-Bellat, 2006.

Tout d'abord, parce qu'ils sont cantonnés à des emplois d'exécution et exposés à la précarité, les déclassés expriment un souci de protection de la part de l'État et se montrent très hostiles aux fondamentaux du libéralisme économique.

Mais ensuite, et bien qu'ils soient fortement attachés à la fonction protectrice de l'État, ils se montrent d'une rare virulence à l'encontre des chômeurs, RMistes et autres exclus. Forte hostilité au libéralisme économique mais faible préoccupation sociale, cette combinaison peut surprendre puisque les schémas traditionnels font que, de la part d'individus très antilibéraux sur le plan économique, on attend au contraire une forte sensibilité aux questions sociales.

Et pourtant, les raisons de cette sourde hostilité envers les « assistés » sont à rechercher dans l'expérience du déclassé. D'une part, ne pouvant pas défendre l'idée d'une réussite sociale équivalente à celle de leurs parents, les déclassés déplacent les critères de la réussite. Pour eux, cette dernière réside alors dans le fait d'avoir toujours eu un travail, même peu gratifiant, et de ne s'être pas laissé décourager, ce qui les amène à valoriser l'effort et la volonté individuels, qualités faisant défaut selon eux aux « assistés ». D'autre part, ce rejet obéit également à un souci de distinction d'autant plus puissant que la crainte est forte de venir un jour renforcer les rangs des exclus. Se distinguer des « assistés » dans le discours, c'est tenter de conjurer le risque d'une chute encore plus forte.

Hostilité au libéralisme économique d'un côté, faible préoccupation sociale et virulence à l'égard des exclus de l'autre coexistent ainsi de manière originale dans le même discours : on réclame un État fort et protecteur, certes, mais pour ceux qui travaillent. Prendre en compte le fait qu'une part croissante des 35-45 ans est confrontée à la mobilité sociale descendante permet alors d'apporter des éléments d'explications supplémentaires à ce que certains qualifient de « droitisation » de la société française, dont les symptômes récents sont nombreux : succès du Front national en 2002, élection de Nicolas Sarkozy en 2007, et même « droitisation » du discours d'une partie de la gauche.

Agora : *Croyez-vous que le sentiment de déclassé peut s'étendre au sein des générations émergentes ?*

Camille Peugny : Pour ce qui est du déclassé « objectif », il faudra laisser vieillir ces générations. En revanche, ce qui apparaît clairement, c'est l'angoisse du déclassé. La mobilisation massive contre le projet de contrat première embauche en a donné une image très nette.

Pour ceux qui ont poursuivi leurs études au-delà du baccalauréat mais occupent néanmoins des emplois d'exécution, l'école n'a pas tenu ses promesses et le sentiment de frustration est à la hauteur de l'investissement consenti.

Publications de Camille Peugny

Le déclassement, Grasset, Paris, 2009.

« Éducation et mobilité sociale : la situation paradoxale des générations nées dans les années 1960 », *Économie et statistique*, n° 410, août 2008, pp. 23-45.

« La mobilité sociale descendante et ses conséquences politiques : recomposition de l'univers de valeurs et préférence partisane », *Revue française de sociologie*, n° 3, vol. XLVII, 2006, pp. 443-478.

Bibliographie

BREEN R. (dir.), *Social Mobility in Europe*, Oxford University Press, Oxford (Grande-Bretagne), 2004.

BEAUD S., *80 % au bac et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, La Découverte, Paris, 2002.

DURU-BELLAT M., *L'inflation scolaire : les désillusions de la méritocratie*, Le Seuil, Paris, 2006.

KOUBI M., « Les trajectoires professionnelles : une analyse par cohorte », *Économie et statistique*, n° 369-370, juillet 2004, pp. 119-147.

MURPHY K., WELCH F., « Empirical Age-Earnings Profiles », *Journal of Labor Economics*, n° 2, vol. VIII, janvier 1990, pp. 202-229.

THÉLOT C., « Les fils de cadres qui deviennent ouvriers », *Revue française de sociologie*, n° 2, vol. XX, 1979, pp. 409-430.